

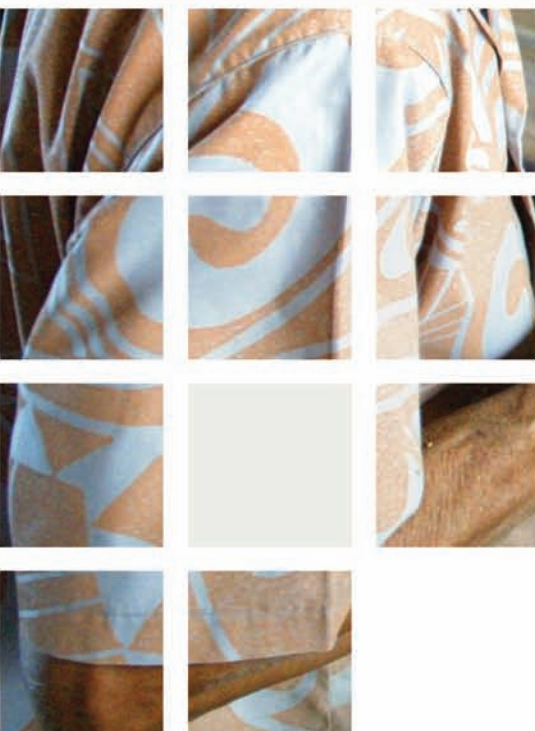
Points forts

10

De la Polynésie française

BILAN

COMPTES ÉCONOMIQUES 2013



2013 : STABILISATION DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIENNE



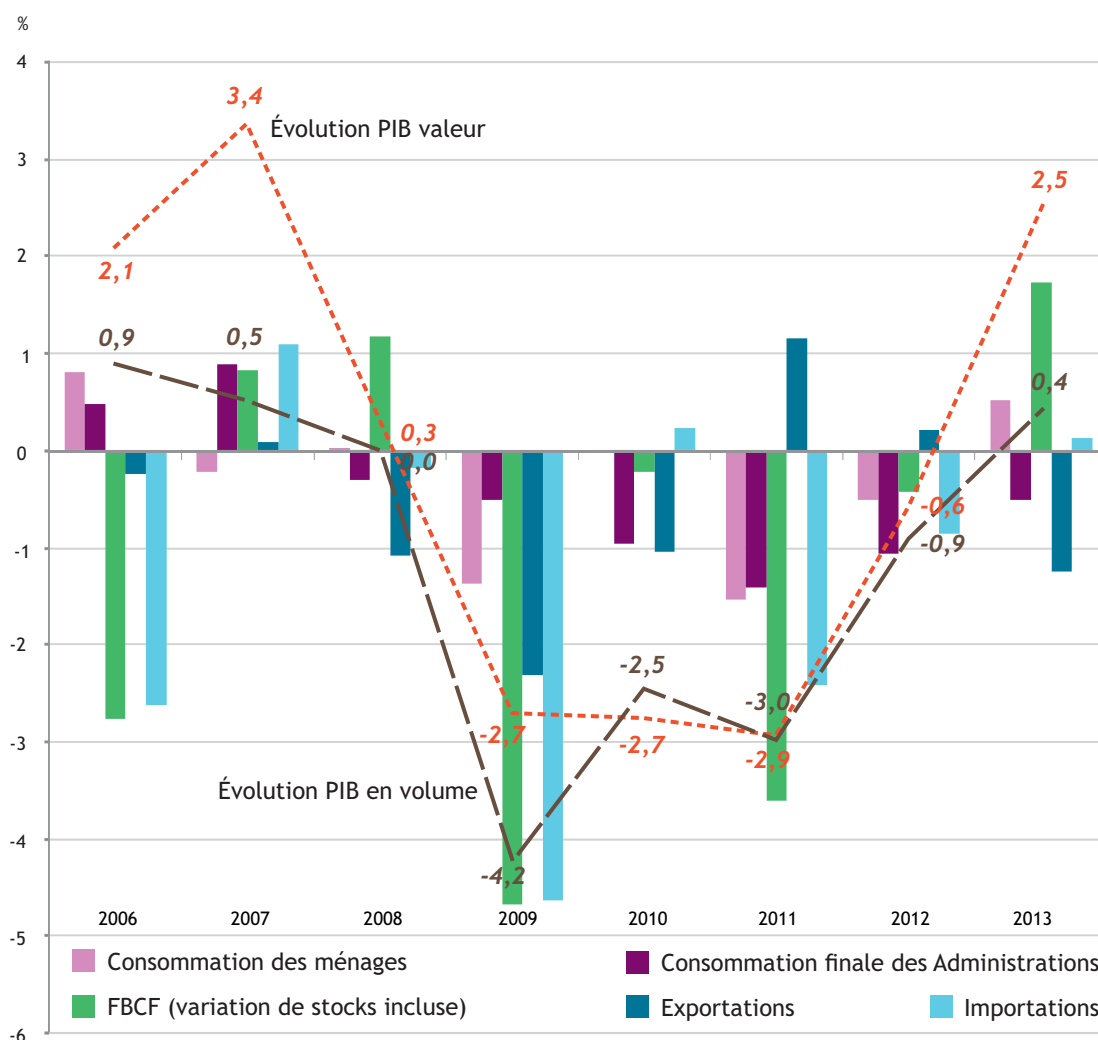
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

En 2013, le rebond de l'investissement privé, couplé à une légère reprise de la consommation marchande des ménages permet d'enrayer le cycle récessif entamé en 2009, malgré une baisse de la demande des administrations publiques qui continue de peser négativement sur l'activité économique. Cette stabilisation demeure néanmoins fragile du fait de la poursuite de la dégradation de l'emploi.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants en 2013 croît de 13 milliards par rapport à 2012 et s'établit à 542 milliards de F.CFP, soit une hausse de 2,5 % de la richesse créée. Après correction des effets-prix¹, le PIB à prix constants est en hausse de 0,4 %. L'investissement des entreprises et la légère reprise de la consommation des ménages sont les moteurs de cette croissance. Bien que les effectifs salariés soient encore en baisse, la dégradation du marché de l'emploi en 2013 est moins marquée que sur les cinq exercices précédents. D'autre part, le contexte de taux d'intérêts bas stimule la demande en biens d'équipements et en construction du secteur privé.

Le PIB par habitant poursuit sa baisse (- 0,1 %) car la croissance réelle de 2013 ne compense pas l'accroissement démographique. Ainsi, sur la période 2005-2012, le PIB réel par habitant s'est contracté de 2,3 % par an en moyenne.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL ET NOMINAL ET CONTRIBUTIONS À L'ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : ISPF (comptes économiques)

¹ : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

APPROCHE DU PIB PAR L'EMPLOI DES RESSOURCES : une reprise domestique

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE				
	2013	2012	Évolution	Contribution à
Unité :	à prix constants		réelle	l'évolution du PIB
	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%	%
Consommation finale (a)	534 705	534 498	0,0	0,0
Consommation des ménages	362 326	359 888	0,7	0,5
Consommation finale des Administrations	172 379	174 610	- 1,3	- 0,4
Formation brute de capital fixe (b)	104 216	97 939	6,4	1,2
Biens d'équipements	54 852	49 965	9,8	0,9
Construction	47 623	46 326	2,8	0,2
Investissements immatériels	1 741	1 648	5,6	0,0
Variations des stocks (c)	153	- 1 497	-	0,3
Solde de la balance des biens et services (d)	-108 210	- 102 185	5,9	- 1,1
Exportations	96 533	101 931	-5,3	- 1,0
<i>Exportations de biens</i>	21 403	21 429	-0,1	0,0
<i>Exportations de services</i>	75 130	80 502	-6,7	- 1,0
Importations	204 743	204 116	0,3	- 0,1
<i>Importations de biens</i>	175 195	171 103	2,4	- 0,8
<i>Importations de services</i>	29 548	33 013	- 10,5	0,7
PIB (a+b+c+d)	530 864	528 755	0,4	-

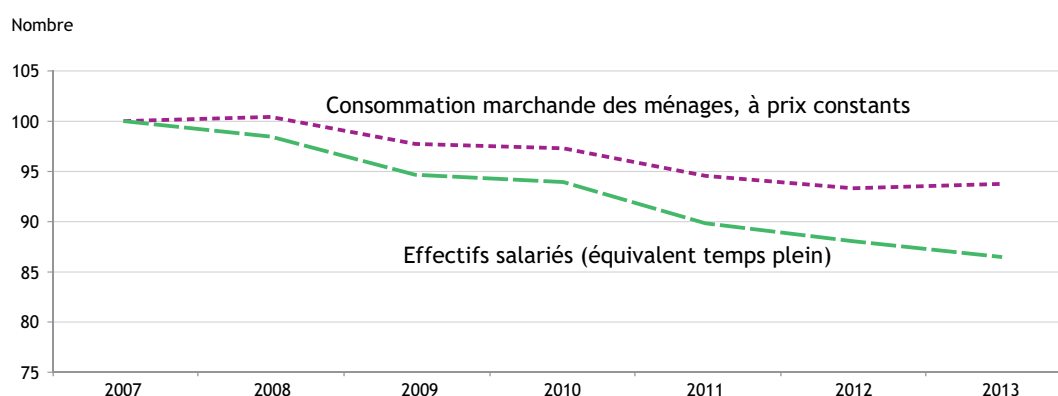
Source : ISPF (comptes économiques)

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• **Consommation finale des ménages : premier redressement depuis 2009**

La consommation finale des ménages s'établit à 362,3 milliards de F.CFP en 2013, soit 68,3 % du PIB, elle est composée de 85 % de consommation marchande et de 15 % d'autoconsommation (ou consommation non marchande). Elle progresse de 0,7 % par rapport à 2012, malgré une nouvelle baisse des effectifs salariés de la Polynésie française (- 1,7 % soit 1 050 salariés de moins en équivalent temps plein).

EFFECTIFS SALARIÉS ET CONSOMMATION DES MÉNAGES



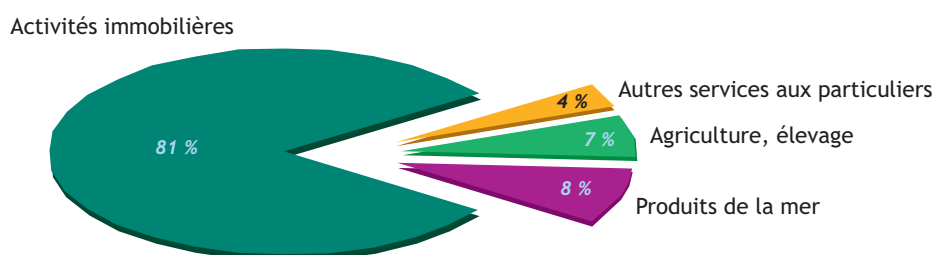
Base 100, année 2007

Source : ISPF (comptes économiques)

La consommation marchande, valorisée à 308,6 milliards de F.CFP, augmente de 0,6 % (- 1,4 % en 2012). En 2013, la contraction de la demande des ménages en biens (- 1,2 %) est compensée par une demande plus forte en services (+ 2,4 %). La consommation marchande des ménages est à parts égales répartie entre les biens et les services, avec une demande de 150 milliards de F.CFP pour les premiers et 154,8 pour les seconds.

La consommation non marchande des ménages (ou autoconsommation) augmente de 1 %, tirée, comme durant les quatre exercices précédents, par l'autoconsommation de loyer. Elle représente désormais 53,7 milliards de F.CFP.

CONSOMMATION NON MARCHANDE (OU AUTOCONSOMMATION) DES MÉNAGES EN 2013

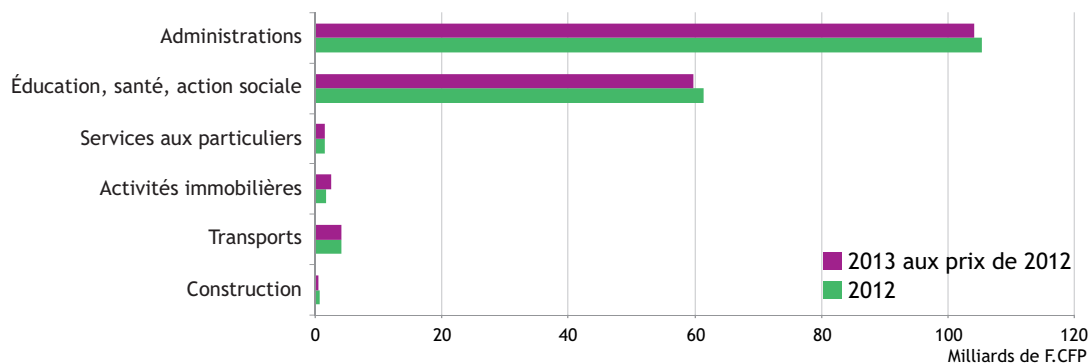


Source : ISPF (comptes économiques)

• Consommation finale des administrations publiques : l'assainissement des finances publiques se poursuit

Par définition, la valeur des biens et services produits par le secteur public est égale à la consommation finale de ce secteur. La consommation finale des administrations est en baisse continue depuis 2008 et elle se réduit encore de 1,3 % en 2013 (- 3,6 % en 2012), à 172,4 milliards de F.CFP. Les productions non marchandes de la branche Éducation-Santé-action sociale (- 2,7 %) et celle de la branche Administration (- 1,1 %) expliquent le recul de la consommation finale des administrations, qui s'inscrit dans un plan de réduction des dépenses de fonctionnement.

CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PAR BRANCHE, À PRIX COURANTS

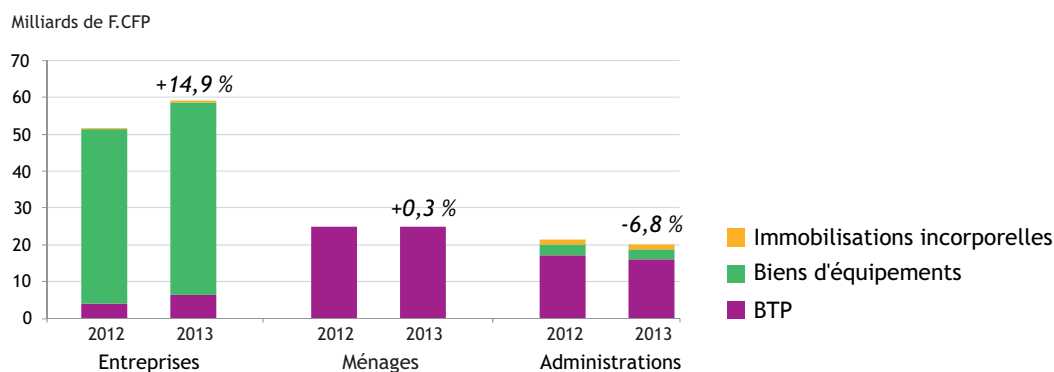


Source : ISPF (comptes économiques)

• Formation brute de capital fixe : reprise de l'investissement des entreprises

Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent 104,2 milliards de F.CFP à l'investissement. Pour la première fois depuis 2008, cette composante de la demande est en hausse de 6,4 % en 2013 tandis qu'elle s'était contractée de 2,2 % en moyenne entre 2009 et 2012.

DÉPENSES DE FBCF, À PRIX CONSTANTS



La dynamique d'investissement se retrouve principalement dans les 56,6 milliards de F.CFP d'acquisitions de biens d'équipements² (+ 9,6 %). Le secteur privé investit dans ce type de biens 52,8 milliards de F.CFP en 2013 (+ 11,6 %) tandis que les administrations réduisent leurs commandes de 11,7 % (3,8 milliards de F.CFP).

La demande d'investissement en construction progresse également (+ 2,8 %) et atteint 47,6 milliards de F.CFP tirée par une hausse de 51,8 % de la demande des entreprises (6,4 milliards de F.CFP) et dans une moindre mesure par celle de 0,3 % de la demande des ménages (25 milliards de F.CFP). Parallèlement la commande publique en construction continue d'être historiquement faible, à 16,2 milliards de F.CFP, en baisse de 5,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Note sur la variation de stocks :

La variation de stocks correspond à la différence de valeur entre les entrées et les sorties de biens en stocks des entreprises (matières premières, produits semi-finis ou finis) enregistrées sur l'année. Si cette variation de stocks est positive alors elle contribue à augmenter le PIB, ce stockage s'apparentant à de l'investissement. À l'inverse, si la variation de stock est négative, elle a pour effet de diminuer le PIB du fait que les entreprises commercialisent ou utilisent des biens qu'elles avaient acquis sur un exercice précédent.

En 2013, deux produits expliquent que les variations de stocks contribuent positivement à la croissance : les distributeurs de produits pétroliers qui avaient fortement déstocké en 2012 ont reconstitué ces stocks en 2013 ; d'autre part les concessionnaires automobiles ont également augmenté leurs stocks sur cet exercice.

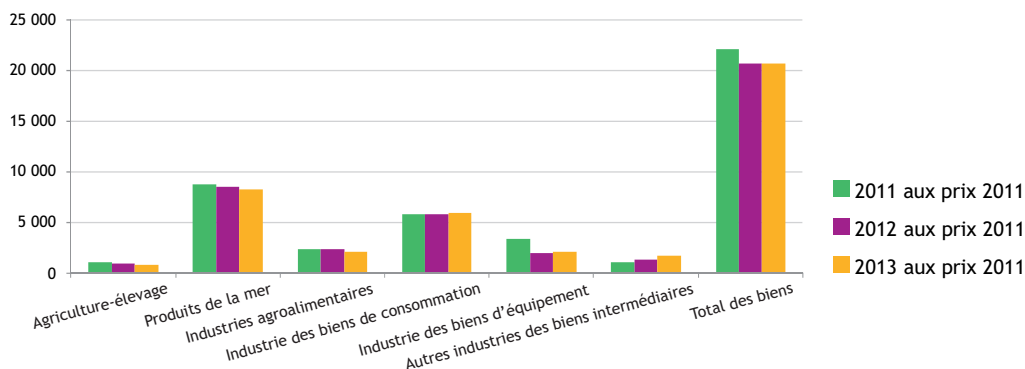
• Exportations de biens et de services

Après deux années de croissance, la valeur totale des exportations polynésiennes (96,5 milliards de F.CFP en 2013) diminue de 5,3 %. Les exportations de biens sont stables (- 0,1 %) à 21,4 milliards de F.CFP tandis que la demande extérieure en services se contracte de 6,7 % pour un total de 75,1 milliards de F.CFP. En moyenne annuelle entre 2012 et 2013, le dollar américain et le yen se sont dépréciés respectivement de 3,8 % et 26,2 % par rapport au franc pacifique, renchérissant ainsi mécaniquement les produits et services polynésiens pour les consommateurs de ces zones monétaires.

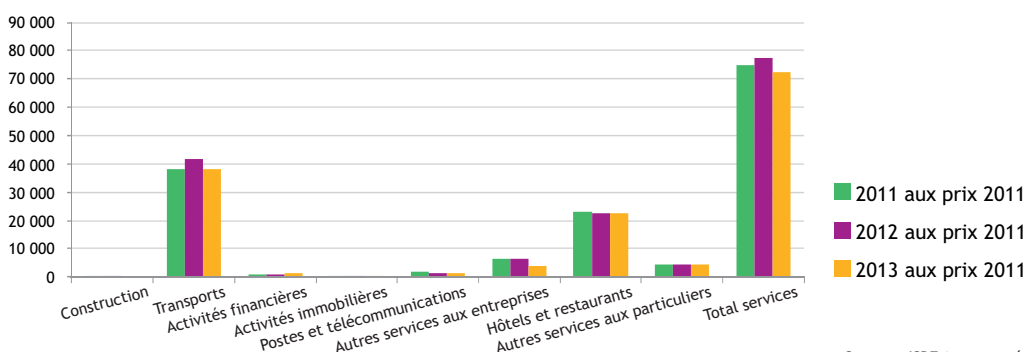
² : Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

EXPORTATIONS À PRIX CONSTANTS (BASE 2011)

DE BIENS



DE SERVICES



Source : ISPF (comptes économiques)

LÉGÈRE AUGMENTATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE

Pour la première fois depuis 2008, la production polynésienne progresse en volume. La production des entreprises et de l'administration en biens et en services se redresse lentement et atteint 859 milliards de F.CFP, soit 5 milliards de plus qu'en 2012. Cumulée à la hausse des importations, la valeur des ressources globales de l'économie polynésienne, à prix constants, progresse de 6 milliards de F.CFP.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE

	2013 à prix constants	2012	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	858 679	854 137	0,5
Somme des valeurs ajoutées (a) SIFIM** inclus	464 585	463 026	0,3
Impôts sur les importations (b)	27 403	27 037	1,4
Impôts sur les exportations (c)	429	449	- 4,5
Autres impôts sur les produits (d)	41 972	41 770	0,5
Subventions sur les produits (e)	- 3 525	- 3 527	- 0,1
Importations (f)	204 743	204 116	0,3
Total ressources (z+b+c+d+e+f)	1 129 701	1 123 982	0,5
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	530 864	528 755	0,4
PIB/habitant	1,97	1,97	- 0,1

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

** : Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Source : ISPF (comptes économiques)

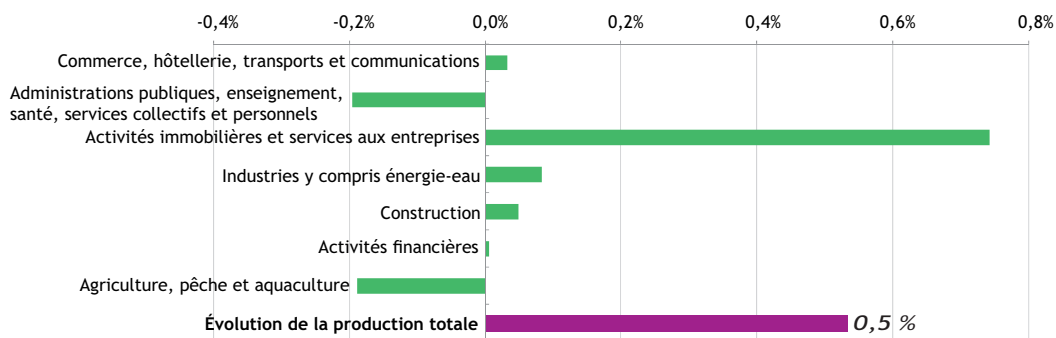
La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités³.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁴ principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leur contribution respective à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2013 ont été exprimées en francs de 2012 (autrement dit, à prix constants).

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁵, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

- Après trois années de contraction réelle, la production du regroupement **Activités immobilières et services aux entreprises** renoue avec la croissance (+ 4,5 %), pour s'établir à 146,5 milliards de F.CFP.

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION, À PRIX CONSTANTS



Source : ISPF (comptes économiques)

- Activités immobilières

La tendance positive pour ce regroupement est liée à la dynamique des activités de promotion et de location immobilières, dont la production marchande atteint 43,4 milliards de F.CFP (+ 7 %). Les activités de promotion, dopées par la livraison en 2013 de grands ensembles immobiliers, sont en forte croissance. Parallèlement l'activité de location connaît une amélioration, que ce soit pour les locations de logement, de bureaux ou de terrains. La production non marchande⁶ de cette branche, qui est valorisée à 45,8 milliards de F.CFP, progresse également en 2013 (+ 4 %).

- Services aux entreprises

La production, exclusivement marchande, des activités de services aux entreprises est bien orientée, elle atteint désormais 58,2 milliards de F.CFP, soit une hausse de 3 %. Après plusieurs années de réduction des dépenses, les consommations intermédiaires de l'ensemble de la branche, progressent en volume, en ligne avec la croissance de la production du secteur (+ 3,3 %). Parmi ces services, l'ingénierie et les études techniques, la réparation automobile et les activités de traitement de données sont en forte croissance en 2013 tandis que les activités juridiques marquent le pas. Les effectifs salariés sont de nouveau en baisse (- 2 %), même si cette diminution d'effectifs est moins marquée qu'en 2012 (- 5,6 %).

Au global, le regroupement Activités immobilières et services aux entreprises est celui qui contribue le plus à l'augmentation de la valeur ajoutée totale.

3 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

4 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

5 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

6 : La production non marchande inclut :

- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire)
- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service ; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

- La production du regroupement **Industries, Eau et Énergie** est en légère hausse (0,7 %) pour la première fois depuis 2008 et s'établit à 99,2 milliards de F.CFP.

- Industries

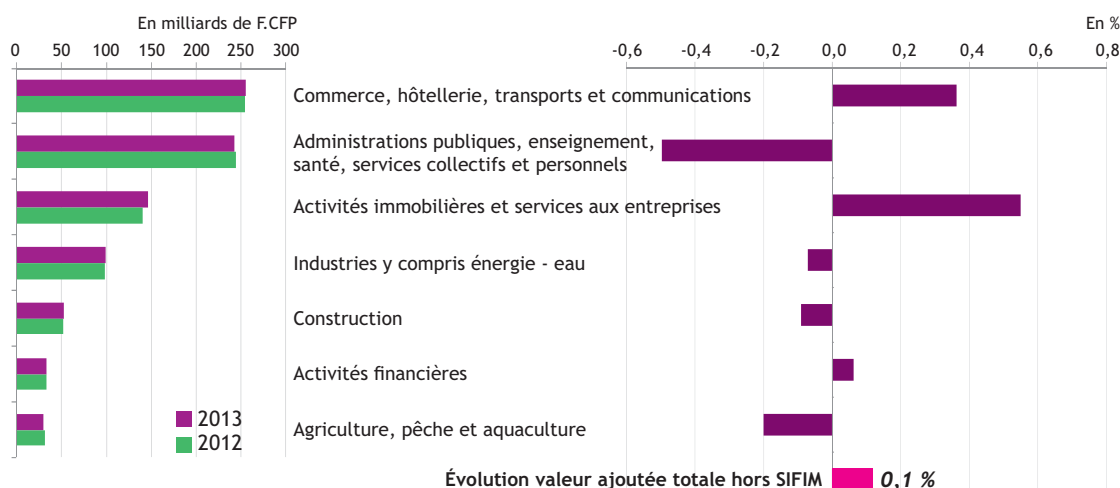
La production des industries de biens intermédiaires de même que celles des biens d'équipement progressent respectivement de 1,3 et 16,4 %, bénéficiant d'une demande de la part des entreprises qui se consolide après plusieurs exercices de baisse. La production des biens intermédiaires qui atteint désormais 15,1 milliards de F.CFP bénéficie de la reprise des activités de fabrication liées à la construction et de celles de la transformation de l'aluminium. La réparation et la construction navale ont été les activités « moteurs » de la production des industries de biens d'équipement, avec une production totale de 9,8 milliards de F.CFP. La situation est moins favorable en 2013 pour les industries agro-alimentaires et celles des biens de consommation : la production des premières, à 29,8 milliards de F.CFP, est en baisse de 1,3 % et celle des secondes, à 11,5 milliards de F.CFP, diminue de 2,2 %. Une grande partie de la contraction des biens de consommation s'explique par l'édition de journaux et la joaillerie. Dans l'agroalimentaire, ce sont les activités de fabrication de bières, de fabrication de produits à base de lait et de fabrication d'aliments pour animaux de ferme qui pénalisent le dynamisme de la branche.

- Eau et Énergie

La production d'électricité et d'eau s'inscrit en baisse de 0,7 % à 32,8 milliards de F.CFP. De plus cette branche subit une hausse de son taux de consommation intermédiaire du fait d'une moindre importance en 2013 de l'approvisionnement hydroélectrique.

PRODUCTION DES BRANCHES

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE



Source : ISPF (comptes économiques)

- La production du regroupement « **Construction** » s'inscrit en hausse de 0,8 %, pour atteindre 52,2 milliards de F.CFP. Bien que faible, cette croissance met un terme à une baisse constante de la production depuis l'entrée en récession de l'économie. En effet la production de la Construction s'est dégradée en moyenne de 7,3 % par an sur la période 2009-2012. La tendance a été bien orientée en 2013 pour les activités de construction de route, de travaux d'installation électrique et autres travaux de finition. À l'inverse la construction de maisons individuelles et des autres bâtiments, de même que les travaux de réseaux pour fluides ont pénalisé l'évolution globale du chiffre d'affaires. Si la production totale est en hausse, la contribution à la valeur ajoutée totale demeure négative du fait de l'augmentation du taux moyen de consommation intermédiaire des entreprises de la branche.

- La production du regroupement **Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications** est en légère hausse (+ 0,1 %) en 2013, pour un total de 255,4 milliards de F.CFP. La production de ce regroupement représente 30 % de la production totale, 40 % de la production marchande et 25 % de la valeur ajoutée totale. Les branches hôtellerie-restauration et Télécommunications sont en croissance sur cet exercice au contraire des branches Commerce et transport qui sont orientées négativement.

- Commerce

La production de la branche commerce diminue de 1,1 % en 2013 pour atteindre 74,2 milliards de F.CFP, après une légère reprise sur l'exercice précédent (+ 0,3 %). La baisse de la consommation des ménages en biens et la réduction de certains taux de marges depuis 2009 expliquent cette tendance. Confrontée à la baisse de 5 % des ventes de voitures particulières neuves, la production du commerce automobile (7,7 milliards de F.CFP) se dégrade encore en 2013 et s'inscrit en baisse de 3,8 %. La situation est plus favorable pour le commerce de produits pétroliers dont la production est en hausse de 1,1 % pour une valorisation totale de 5,6 milliards de F.CFP. Totalisant 60,9 milliards de F.CFP en 2013, la production des autres commerces poursuit la contraction entamée en 2009, avec une baisse de 1 % et ce, malgré le léger rebond isolé mesuré en 2012.

- Hôtellerie-restauration

La production de la branche hôtellerie-restauration atteint 55,3 milliards de F.CFP (+ 3,2 %). Ce sont principalement les activités de restauration (+ 4,3 %) qui expliquent la performance de la branche, bien que les activités d'hôtellerie soient également en croissance (+ 2,4 %). Malgré la baisse de la fréquentation touristique (- 2,7 %) le taux de remplissage des hôtels classés s'améliore de 3,6 points grâce à l'allongement de la durée de séjour.

- Transports

La production du transport, au sens large, atteint 95,9 milliards de F.CFP, en baisse de 2,3 % par rapport à 2012. Dans le détail, la production du transport aérien, composante principale des activités de transports, baisse de 7 % et est valorisée à 41,8 milliards de F.CFP. La baisse des exportations de ces services liés à la faiblesse de la demande internationale et à l'atonie de la demande locale pèse négativement sur l'activité. Le transport routier est également en retrait, sa production s'établit à 4,4 milliards de F.CFP, en chute de 10,1 %, sous l'effet du ralentissement des activités de transports de marchandises de proximité. A l'inverse, le transport maritime, parallèlement dynamique en matière d'investissement, connaît une année de rémission : sa production, à 10,6 milliards de F.CFP, est en croissance de 2,5 % après une année 2012 de forte contraction (- 7,1 %).

- Télécommunications

L'arrivée d'un second opérateur de téléphonie mobile, en juin 2013, redynamise les activités de télécommunications dont la croissance du chiffre d'affaires (30 milliards de F.CFP en 2013) était plus faible en 2011 et 2012. Cependant la hausse de la production de la branche Télécommunications (6 %), est principalement due à la décision prise par l'Office Polynésien des Télécommunications (OPT) de fusionner ses filiales internet, téléphonie mobile et télévision par satellite (anciennement comptabilisée en services aux ménages) en une seule et même entité de la branche Télécommunications.

- La production des **activités financières** semble se stabiliser, à 33,3 milliards de F.CFP (+ 0,1 %) après la correction de 2012 (- 4,3 %). La faible dynamique économique, de même que la concurrence entre les établissements bancaires en matière de taux d'intérêts sur les prêts comme sur les dépôts expliquent la faible croissance (+ 1,4 %) du Produit Net Bancaire (PNB). Ce dernier compte pour les trois quarts de la production du regroupement. La production des activités d'assurances, valorisée à 4,7 milliards de F.CFP, diminue depuis 2009, avec une réduction de 5,9 % du Produit Net d'Assurance, tandis que la production des auxiliaires financiers se stabilise sur un niveau de 3,2 milliards de F.CFP (- 0,7 %).

- La production de **l'Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture**, constituée à 72 % de production marchande et à 28 % de non marchande, diminue de 5,2 % pour atteindre 29,4 milliards de F.CFP. La production marchande (21,2 milliards de F.CFP) et la production non marchande (8,2 milliards de F.CFP) évoluent de concert avec des contractions respectives de 5,6 et 4,1 %.

Les résultats de l'activité de pêche (33 % de la production marchande) demeurent stables (+ 0,4 %) après une année 2012 de forte croissance (+ 22 %). Ce sont donc les branches « agriculture-élevage » et « perliculture » qui imposent la tendance avec des baisses de 12,3 % pour la première et 4,7 % pour la seconde. Les problèmes sanitaires rencontrés par les éleveurs de volaille expliquent la forte baisse de la production de l'élevage alors que les conditions climatiques ont réduit les récoltes de fruits et de légumes en 2013. D'autre part, dans un contexte de baisse de volumes exportés de produits perliers (- 4,8 %), la production de perles est valorisée à 7,7 milliards de F.CFP en 2013, soit 36 % de la production marchande du regroupement.

Contrainte également par les aléas climatiques, l'autoconsommation⁷ de fruits et de légumes entraîne à la baisse la production non marchande de ce regroupement (- 4,1 %).

⁷ : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

Consommation intermédiaire

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, progressent de 0,8 % en volume, entre 2012 et 2013, soit une croissance légèrement plus forte que celle de la production (0,3 %). Ce décalage traduit une dégradation du taux de valeur ajoutée découlant, d'une part, d'effets de structure de la production par branche (regroupement Eau et Energie) et d'autre part d'une hausse des taux de consommation intermédiaire des branches Commerce, Activités immobilières et Services aux particuliers et de la branche Construction.

- La production du regroupement « **Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux personnes** » atteint 242,7 milliards de F.CFP en 2013. Elle baisse de 0,7 % sur cet exercice, masquant une production marchande qui se reprend (+ 1,7 %) et une production non marchande qui continue de se dégrader (- 1,7 %) dans le contexte de rationalisation des dépenses publiques.

- Administration publique, Enseignement et Santé-Action sociale

La production totale de la branche Administration publique est valorisée à 108,2 milliards de F.CFP (dont 96 % de production non marchande) en diminution de 0,7 %. Pour la branche Éducation, la production totalise 56,5 milliards de F.CFP, elle est non marchande à 91 % et se contracte de 2,8 %. La part marchande de cette production progresse de 3,3 % mais la part non marchande poursuit la baisse initiée après 2009 (- 3,4 %). Seule branche orientée à la hausse, la branche Santé-action sociale atteint une production de 55,1 milliards de F.CFP, en croissance de 3,7 %. Après plusieurs années de baisse, la production non marchande augmente de 1,8 %, à 8,4 milliards de F.CFP, la tendance étant similaire pour la production marchande, valorisée à 46,7 milliards de F.CFP, en progression de 4 %.

- Services aux ménages

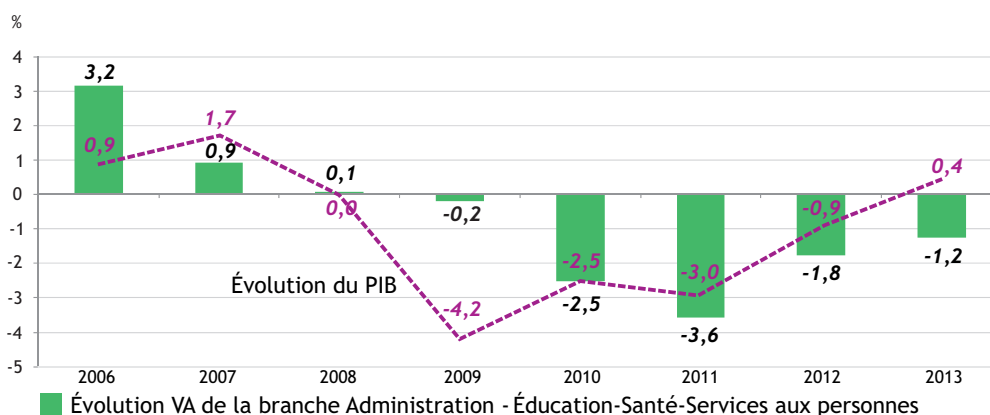
La production des activités de services aux ménages est en baisse de 5 %, pour une valorisation totale de 22,9 milliards de F.CFP. La baisse de 5,3 % de la production marchande s'explique presque intégralement par le passage de l'entreprise TNS (télédiffusion par satellite) de la branche services aux ménages à la branche télécommunications. La production marchande atteint désormais 19,4 milliards de F.CFP.

Dans un contexte de diminution des dépenses publiques, la production non marchande de services aux ménages, à forte dominante culturelle et sportive, diminue de 3,3 % pour un total de 3,5 milliards de F.CFP.

- En 2013, le montant total des **importations** s'élève à 204,7 milliards de F.CFP, soit une croissance de 0,3 % par rapport à 2012. Les importations de biens progressent de 2,4 %, passant de 171,1 à 175,2 milliards de F.CFP. Cette hausse est largement corrélée à celle des biens d'équipement dont la valeur totale progresse de 38,4 à 42,9 milliards de F.CFP (+ 11,5 %). Néanmoins les importations de biens hors biens d'équipement et biens intermédiaires sont en retrait de 1,5 %, en lien avec la contraction de la demande des ménages en biens.

Les importations de services sont en retrait de 10,5 % pour une valeur totale de 29,6 milliards de F.CFP. Cette évolution découle principalement de la diminution des importations de services de transport maritime et aérien, et de celles des services aux entreprises. ■

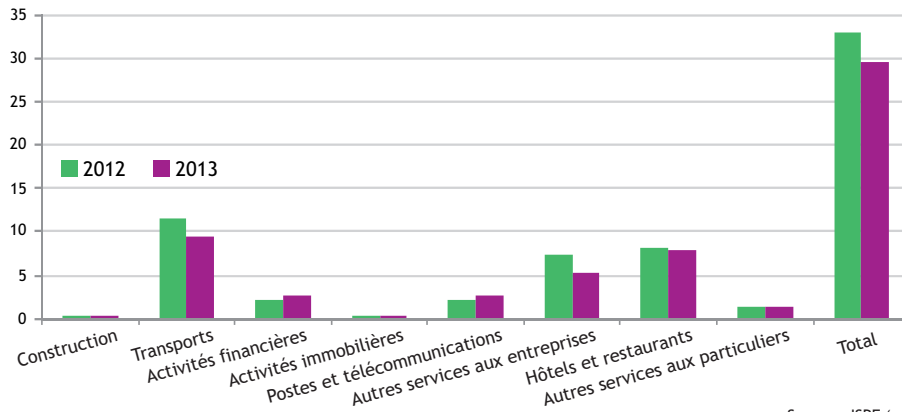
ÉVOLUTION DU PIB ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DU REGROUPEMENT ADMINISTRATION-ÉDUCATION-SANTÉ-SERVICES PERSONNELS



Source : ISPF (comptes économiques)

SERVICES IMPORTÉS

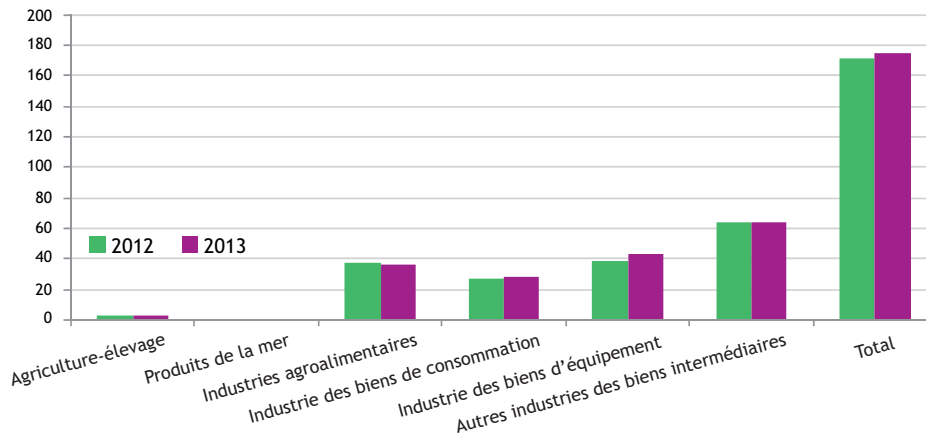
En milliards de F.CFP



Source : ISPF (comptes économiques)

BIENS IMPORTÉS

En milliards de F.CFP



Source : ISPF (comptes économiques)

+0,4 %

« c'est le taux de croissance réelle du PIB 2013, positif pour la première fois depuis 2008 »



Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR [WWW.ISPF.PF](http://www.ispf.pf)